

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Janvier 2025

Le sport n'est pas une variable d'ajustement budgétaire !

À l'heure où le budget des sports est débattu, challengé, chahuté, les partenaires sociaux du sport soulignent les retombées puissantes de la pratique sportive pour les territoires et les populations, qui justifient pleinement un soutien public en faveur **d'un secteur dont la dynamique a engendré un développement inédit (de 138 000 à 200 000 salariés et de 16 000 à 34 000 structures en 10 ans*)**. Cette évolution permet de répondre, en partie, aux effets de massification et de diversification de la pratique sportive de la population française.

L'étude, à paraître**, des partenaires sociaux du sport, relative à l'impact social, sociétal et économique du sport, démontre avec force que **le coût évité par la pratique sportive en France représente entre 7,3% et 9,6% du PIB du pays, soit entre 194 et 254 milliards d'euros. Cela conduit à estimer qu'1 euro investi dans le sport génère une économie directe ou indirecte des dépenses publiques d'au minimum 13 euros.**

Alors que l'écosystème du sport et l'ensemble de ses acteurs mettent tout en œuvre pour transformer l'essai de l'héritage des formidables JOP de Paris 2024 en vue de faire véritablement de la France une nation sportive, les partenaires sociaux de la branche réaffirment que le sport ne peut pas être une variable d'ajustement budgétaire.

La reconnaissance du sport comme « puissant facteur de cohésion, d'épanouissement et de fierté » par le Premier ministre lors de sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale le 14 janvier dernier doit trouver une traduction forte et concrète dans le budget alloué au ministère des Sports.

*Rapport emploi-formation de la branche sport publié le 15 octobre 2024.

**Étude sur l'impact social, sociétal et économique du sport à paraître d'ici fin janvier prochain.